



**MINISTÈRE
DE LA TRANSFORMATION
ET DE LA FONCTION
PUBLIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Le Ministre

Paris, le - 5 JUIN 2024

Mesdames et Monsieur les secrétaires généraux,

Vous avez souhaité, dans la perspective de la rencontre bilatérale que je vous ai proposé d'avoir avec vous le 7 juin prochain, me transmettre une série de revendications, pour lesquelles vous voudriez disposer d'informations préalables, en fonction desquelles vous prendriez la décision de confirmer ou infirmer votre participation.

Les questions posées ont trait notamment à la politique salariale de la fonction publique, dans le contexte budgétaire actuel, à la place du statut dans le cadre de la concertation ouverte sur les orientations du projet de loi annoncé dans le programme de travail du gouvernement, ainsi qu'au processus de négociation sur les conditions de travail dans la fonction publiques que j'ai engagé le 2 mai dernier.

Autant de sujets majeurs qui s'inscrivent pleinement dans les échéances de l'agenda social que j'avais d'emblée souhaité partager avec vous, après nos rencontres de mars dernier, et qui constituent autant de débats que j'ai à cœur d'approfondir avec vous, comme avec l'ensemble des partenaires sociaux, avant toute décision.

J'envisage donc bien notre entretien du 7 juin prochain comme un temps d'échange sans restriction sur l'ensemble de ces sujets.

Je conviens qu'ils sont complexes, soumis à de forts enjeux, d'où la discussion qu'il me paraît indispensable de mener avec vous, point par point, sans poser pour ma part de préalable à ce dialogue ou exclure par principe tel ou tel champ, au motif des désaccords que nous pourrions avoir.

101 rue de Grenelle
75327 Paris 07

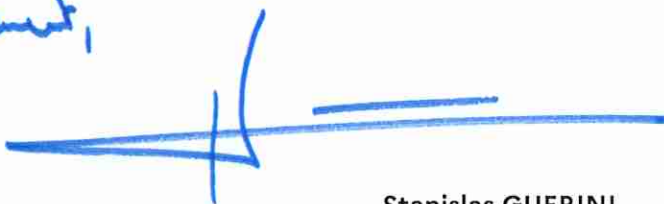
Je n'ignore pas en particulier votre opposition au projet de loi sur lequel un travail est engagé : la concertation ouverte depuis de nombreuses semaines, et qui va se poursuivre jusque dans le courant de l'été, doit précisément nous permettre de mieux partager et comprendre nos différents, chercher néanmoins des points d'intérêt partagé et contribuer autant que nécessaire à faire évoluer le dossier. Et ce dans un cadre où, je le réaffirme avec la plus grande solennité, j'entends réaffirmer les principes, les droits et des garanties attachés au statut de la fonction publique.

Les autres grands chantiers qui doivent nous mobiliser, sur la politique salariale, comme sur les conditions de travail, sont inscrits, je le redis, à notre agenda social. Ce sont donc des rendez-vous que j'entends honorer vis-à-vis de votre organisation comme des autres partenaires sociaux. Ils ne préjugent pas des décisions qui en résulteront, pas plus que de notre capacité à en dégager des accords, même si c'est bien la volonté qui m'anime : c'est le cas tout particulièrement de la négociation sur les conditions et l'environnement de travail, objet des échanges exploratoires que nous avons eus le 2 mai et que vous venez de poursuivre avec DGAFP ces jours derniers.

Je vous renouvelle donc mon invitation à ce que nous ayons un dialogue ouvert, sur chacun de ces sujets, tant sur le fond que sur la méthode, pour nous donner les meilleures chances de les faire avancer dans des termes qui soient acceptables de part et d'autre.

Je vous prie de croire, Mesdames et Monsieur les secrétaires généraux, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Bien cordialement,



Stanislas GUERINI